

Allemagne 1919-2019. Cent ans d'Europe

Un dossier dirigé par Françoise Knopper*,
Xavier de Raulin** et Jérôme Vaillant***



La présentation chronologique des articles regroupés dans ce numéro correspond à une enquête historiographique souhaitée par le Mouvement Européen Hérault. Sous l'égide d'un comité de pilotage composé de spécialistes passionnés par l'Allemagne, il a organisé à Montpellier, avec les germanistes de l'Université Paul Valéry (CREG), un colloque intitulé *Allemagne 1919-2019, Cent ans d'Europe*. Ce colloque du 23 novembre 2019 s'est tenu grâce au généreux soutien de la Konrad-Adenauer-Stiftung, de la Maison de Heidelberg et du Goethe-Institut.

Un de ses objectifs était d'envisager si et dans quelle mesure une histoire européenne commune a pu se forger depuis 1919 entre États européens. L'examen du positionnement allemand apparaissait comme une évidence et une priorité. La délimitation temporelle 1919-2019 a permis d'étudier en particulier si des tournants décisifs qui sont intervenus dans les cent dernières années du passé allemand ont correspondu à des sauts qualitatifs dans la contribution allemande à la construction des projets européens. La mémoire nationale outre-Rhin se prêtait

à cette réflexion puisque l'Allemagne célébrait, en 2019, trois anniversaires fondateurs : les 100 ans de l'instauration de la République de Weimar ; les 70 ans des créations des républiques allemandes, l'une fédérale, l'autre « démocratique », diamétralement opposées et soudainement antagonistes ; enfin, en 1989, la chute du mur de Berlin annonçait l'inéluctable et légitime réunification. Ce thème prenant une résonance particulière depuis cet automne 2019, le présent dossier englobe deux parties : d'une part des articles retravaillés à partir des contributions faites lors de ce colloque, d'autre part des essais et des interviews très récents et en lien plus direct avec les nouveaux paradigmes apparus en 2020.

Le passé allemand demeure encore trop ignoré des Français. Si, selon la chanteuse Barbara, les petits « Hermann, Peter, Helga et Hans savent mieux que nous l'histoire de nos rois de France », l'inverse se vérifie-t-il ? Combien d'enfants des bords de Seine ont entendu parler d'Hildegard de Bingen, de Frédéric II de Hohenstaufen, de la ligue hanséatique ou du Zollverein ? Connaître le

* Professeur émérite de l'Université de Toulouse, a notamment coédité aux Presses universitaires du Septentrion *De la guerre juste à la paix juste et Pouvoir civil, pouvoir militaire en Allemagne ; aspects politiques, sociaux et culturels*.

** Président du Mouvement Européen Hérault. Le Mouvement Européen est une association qui, depuis 1950, fait vivre un débat public

pluraliste sur l'Europe. Il déploie ses activités autour de la pédagogie citoyenne et des propositions pour construire l'Europe.

*** Professeur émérite de l'Université de Lille, membre associé du Centre d'études en civilisations, langues et lettres étrangères (CECILLE – EA 4074).

passé de l'autre, c'est déjà le comprendre. Le colloque souhaitait contribuer à familiariser le public français avec l'histoire nationale récente de l'Allemagne à l'aune de la construction européenne. En reliant les trois dates par ce fil d'Ariane, il cherchait à discerner les conséquences de ces événements sur la construction européenne et à « raconter l'Allemagne » avec un regard, européen. Dès lors, ce que l'on découvre prend un tout autre reflet : les mémoires nationales en Europe doivent à présent, non pas disparaître (ce qui serait odieux aux peuples) mais intégrer le nouveau récit, européen celui-là, qui s'esquisse.

Une telle réflexion s'inscrit globalement dans le courant des historiens allemands qui, comme le rappelle inlassablement Heinrich August Winkler, contestent depuis plusieurs années la thèse d'un Sonderweg, celle d'un « chemin spécifique » que l'Allemagne aurait suivi et qui l'aurait distinguée du reste de l'Europe au fil des siècles. Bien au contraire, et en tout cas clairement depuis la fin de la Première Guerre mondiale, c'est la volonté d'un ancrage à l'Ouest qui s'est manifestée. L'Ouest étant ici à comprendre comme un processus visant à défendre les valeurs de l'État de droit, à garantir les droits fondamentaux, à rationaliser les relations internationales¹. Un des défis à relever consista et consiste encore à gérer le chassé-croisé entre fondement universaliste des droits de l'homme et intérêts nationaux « non universalisables »², tous les épisodes de l'histoire de la construction européenne abordés dans le présent dossier en fournissent des preuves.

Ainsi, dès la première génération examinée, génération durant laquelle l'idéologie pacifiste et paneuropéenne se développait en parallèle aux intérêts diplomatiques et politiques respectifs, cette intrication entre les priorités nationales et ces valeurs universelles apparut sous son double jour. Les deux premiers articles (A.-M. Saint-Gille et R. Marcowitz) mettent en évidence la polarité qui a caractérisé à cet égard l'entre-deux-guerres. D'un côté ce fut une époque riche en projets novateurs signés par des penseurs universalistes, pour qui l'idée de l'unification de l'Europe constituait non seulement le support d'un but politique et économique mais passait aussi par un rapprochement culturel des élites. D'un autre côté la situation diplomatique restait tendue et il a fallu la volonté de Briand et Stresemann, tous deux portés par leurs propres urgences politiques, pour faire face conjointement à la frilosité voire à la franche hostilité héritées de la propagande de guerre. Briand et Stresemann, tout en défendant leurs intérêts nationaux respectifs, ont réalisé des avancées diplomatiques intra-européennes et apaisé les tensions aussi longtemps que leur influence perdura, mais ni les gouvernements européens ni les opinions publiques n'étaient favorables à développer des structures européennes. Ce faisant, il était évident que la contribution allemande à la construction européenne passait par des coopérations avec les Français, compte tenu des cicatrices laissées par les guerres de 1870 et de 1914. Mais on sait que c'est aussi le souvenir des guerres et du traité de Versailles qui a été l'un des facteurs qui ont fait que les blocages à une réconciliation sur la base d'une structuration de l'Europe l'ont emporté.

La génération suivante connut en revanche l'opposition brutale, cruelle et frontale entre d'une part les projets européens des nationaux-socialistes, qui avaient bel et bien pensé l'Europe et exploité le langage de la réconciliation et de la paix, ce qui ressort par exemple des propos d'Otto Abetz, fondateur d'une nouvelle Association

1. Heinrich August Winkler, *Werte und Mächte. Eine Geschichte der westlichen Welt*, München, Beck, 2019. L'ouvrage majeur qu'est sa grande rétrospective a été traduit en français : *Histoire de l'Allemagne : XIX^e-XX^e siècle - Le long chemin vers l'Occident*, Paris, Fayard, 2005.

2. C'est une préoccupation récurrente de Jürgen Habermas, cf. la synthèse de Denis Goeldel, « La société multiculturelle selon Jürgen Habermas », in : *Recherches Germaniques* 48/2018, p. 69-94. DOI : <https://doi.org/10.4000/rg.409>.

franco-allemande en 1935, et d'autre part les plans de fédération européenne conçus par des résistants en exil. Le dernier mot revient au message et à l'esprit que ces résistants ont légués. Nous avons préféré publier une présentation de projets européens dus à des résistants allemands. A. Wilkens présente ici deux de ces précieux témoignages : il expose comment une Europe fédérée avait été envisagée, depuis l'exil, par Willy Brandt et ses amis scandinaves, et comment une résistante à tort peu connue des chercheurs, Hilda Monte, a, elle aussi, élaboré des propositions relativement précises de structures fédérales et exposé le bien-fondé d'une Europe unie. É. Dubslaff analyse ensuite les causes de la lente concrétisation, des difficultés et des ajustements de l'engagement européen de Willy Brandt.

Bien entendu, les données des nationaux-socialistes et « l'ordre nouveau » qu'ils prétendaient créer pour occuper les territoires, assujettir les populations, soumettre le grand capital, instaurer des collaborations³, étaient totalement différentes, et leur propagande revenait non pas à construire l'Europe mais à la détruire, comme l'a écrit W. Schmale et comme le confirment les recueils de documents d'époque⁴. Les recherches récentes menées dans ce domaine soulignent qu'il n'y a pas eu de cohérence dans les pratiques de Hitler. Ce dernier a en un premier temps, en 1928, estimé – contrairement à Alfred Rosenberg – que la question européenne n'était pas à prendre en considération car il reviendrait à la seule Allemagne d'affronter les États-Unis. Puis il a décidé au contraire d'ajuster aux

conjonctures militaires et économiques son organisation de l'Europe. Quant aux institutions qui en étaient chargées, il s'est agi, comme souvent sous ce régime, de systèmes qui étaient en concurrence. Enfin, la recherche ne cessant de se préciser à ce sujet, elle met de plus en plus en évidence l'implication des grands industriels, les enjeux économiques, les passerelles transnationales et les collaborations, ainsi que la genèse et la pérennisation de positions antilibérales avant et après 1949⁵.

Les années 1950-1960, notoirement dominées par les projets innovants des pères fondateurs de l'Europe et par l'action conjointe de De Gaulle et d'Adenauer, comme le rappelle R. Riemenschneider, illustrent la manière dont les achoppements et les divergences résultaient des priorités nationales de chaque pays : d'un côté l'impératif pour tout chancelier de préparer l'unité allemande à long terme, d'un autre côté la défiance vis-à-vis d'une hégémonie américaine de la part des Gaullistes. C'est aussi le motif du fort mécontentement de De Gaulle face au préambule que le Bundestag avait ajouté au Traité de l'Élysée car cela revenait à confirmer que la République fédérale se rangeait du côté de l'OTAN pour assurer sa défense. La position réaliste de Brandt, qui a ensuite opté à la fois pour prolonger l'ancrage à l'Ouest voulu par Adenauer et pourtant pour reconnaître les frontières de l'Est – ce qu'Adenauer avait toujours refusé –, a servi à garantir la paix en Europe et elle a été poursuivie par ses successeurs.

Dès lors, comme le fait remarquer R. Riemenschneider, ce que l'on désigne en français de « construction européenne » est devenu en allemand synonyme d'*unification* européenne (« Einigung »). De plus, ce processus de construction et d'unification resta intrinsèquement lié à la coopération

3. Pour les projets transnationaux, cf. Yves Durand, *Le Nouvel ordre européen nazi : la collaboration dans l'Europe allemande (1938-1940)*, Paris, Éd. Complexe, 1990.

4. Wolfgang Schmale, *Geschichte Europas*, Wien, Böhlau, 2000, p. 116. Et la recension de trois recueils de sources par Raimund Bauer, « "Anti-Europa" oder "Gesetzmäßigkeiten des Finanzkapitals" ? Zur Darstellung der NS-Europapläne in Quellensammlungen », in : *Zeithistorische Forschungen/Studies in Contemporary History* 9/2012, H. 3, URL : <https://zeithistorische-forschungen.de/3-2012/4404>, DOI : <https://doi.org/10.14765/zzf.dok-1569>.

5. Dieter Gosewinkel, « Antiliberales Europa – eine andere Integrationsgeschichte », in : *Zeithistorische Forschungen*, ibidem, URL : <https://zeithistorische-forschungen.de/3-2012/4496>, DOI : <https://doi.org/10.14765/zzf.dok-1576>.

franco-allemande. Il progressa jusqu'à 1989, certes à des cadences inégales et au gré de tergiversations et de malentendus, et aboutit au changement de paradigmes consécutif à la chute du Mur, à l'unification allemande, à l'introduction de l'euro, sans oublier le rapprochement des systèmes d'études supérieures et la création en 2010 de l'espace européen de l'enseignement supérieur. La signification et les répercussions nationales et internationales de ces événements sont analysées dans les articles de M. Weinachter, H. Stark et D. Röseberg. L'élargissement et en même temps l'approfondissement de l'Union européenne étaient des priorités pour l'Allemagne (M. Weinachter). L'élargissement s'est concrétisé en direction de l'Europe centrale et orientale malgré les réticences françaises, alors que l'approfondissement par partage de souveraineté et renforcement de l'Union a échoué étant donné les résultats négatifs des référendums organisés en France et aux Pays-Bas en 2005 sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe. La différence des points de vue et l'attachement de l'Allemagne à ce projet de traité avaient été soulignés par le ministre des Affaires extérieures Joschka Fischer qui avait fait part de la « douloureuse » déception de la République fédérale lors de la conférence intergouvernementale de 2003⁶, tout en faisant comprendre que – tous partis confondus – l'Allemagne reprendrait sur ces deux points son bâton de pèlerin. Effectivement, les négociations ont été relancées. Et le traité de Lisbonne a ensuite été adopté pour encadrer le fonctionnement de l'UE.

Les modalités des compromis concédés par la RFA chaque fois que cette dernière a jugé que c'était la survie du projet européen qui était sur la sellette sont analysées par H. Stark à propos de la politique monétaire et des questions budgétaires depuis 1990. Un premier de ses compromis fut bien entendu l'abandon du *deutschemerk* mais l'idée largement

répandue que cet abandon aurait été le corollaire de l'acceptation de l'unification allemande par les Quatre est à nuancer : certes oui, mais cela faisait longtemps qu'il était question d'une monnaie unique, en particulier depuis que les capitaux circulaient librement et risquaient de se déplacer massivement vers l'Allemagne où les taux d'intérêt étaient élevés. Un autre compromis fut conclu en 2010-2012 : tandis que l'Allemagne adoptait des réformes structurelles renforçant la compétitivité de ses entreprises et que la CDU-CSU préconisait l'austérité pour retrouver la confiance des marchés, la chancelière Merkel a finalement approuvé des plans d'aide en faveur de la Grèce, de l'Irlande et du Portugal, et la mise en place du Mécanisme européen de stabilité (MES), et l'équilibre de l'eurozone a été préservé. Le dernier compromis en date résulte du plan franco-allemand du 18 mai 2020 pour faire face à la crise sanitaire et économique du Covid-19.

Parmi les innovations susceptibles de compliquer l'avancée de la construction européenne, D. Röseberg donne l'exemple de l'enseignement supérieur. Le système allemand reste pensé en termes de philosophie néo-humaniste alors que celui de la France a été marqué par le rationalisme sensualiste, puis le scientisme et le positivisme. Une solution serait d'aménager l'espace européen de l'enseignement supérieur en favorisant les synergies, en comprenant et donc respectant les traditions respectives, et, entre autres, en préparant les étudiants à se confronter aux cultures étrangères.

Le tournant des années 2019/2020 sera-t-il décisif ? Si l'on considère les opinions publiques⁷, on mesure à quel point la question reste ouverte. La morosité qui ressortait des articles sortis dans la presse française autour des commémorations du 9 novembre 2019 que la presse française a jugé ternes et compilés par S. Braun semble

7. Cf. aussi plusieurs analyses de Jérôme Vaillant, notamment « Les électeurs allemands se sont engagés pour l'Europe » in *Paysans et société*, No 376, juillet-septembre 2019 et « L'Allemagne est-elle encore pro-européenne ? » in *The Conversation*, 8 mai 2019.

6. <https://www.bundesregierung.de/breg-de/service/bulletin/rede-des-bundesministers-des-auswaertigen-joschka-fischer-789700>.

certes s'éloigner. Mais M. Waechter, observant les inquiétudes manifestes dans l'opinion publique allemande contemporaine, constate que le plaidoyer que faisait H. Schmidt en faveur de l'intégration en Europe au nom de la « raison d'État » de la RFA ou l'enthousiasme proeuropéen de Joschka Fischer ont perdu leur actualité de sorte que les défis à relever maintenant sont nombreux. Or, selon V. Muller, avant même la solidarité suscitée par la crise sanitaire, le traité d'Aix-la-Chapelle a constitué véritablement une nouvelle étape pour former un espace franco-allemand commun car il tire les conséquences de la nouvelle situation géopolitique, de l'élargissement de l'UE et de l'instauration de la zone euro, et il est un cadre propice à des réformes en profondeur au niveau de l'action publique ainsi que des collectivités territoriales et des opérateurs privés.

Le dossier se termine par la consultation d'acteurs politiques. F. Brantner et C. Arend, respectivement députés du Bundestag et de l'Assemblée Nationale, siègent aussi à l'Assemblée parlementaire franco-allemande (APFA), témoignent de la dimension démocratique complémentaire qui s'est ajoutée au dialogue entre les deux nations en favorisant la prise en compte du terrain. Dans son entretien avec C. Demesmay, W. Schäuble, président du Bundestag, pose en préalable « l'hybridité » de l'Union européenne (souveraineté des États-membres et supranationalité partielle), souligne le caractère « unique » d'une Assemblée binationale telle que l'APFA, dont il est aussi le co-président, et détaille ce qu'il escompte d'un approfondissement de l'UE : une politique financière et économique commune, un fonctionnement à géométrie variable, la priorité étant à donner à l'efficacité et la solidarité.

Ce dossier montre donc à la fois les aspérités et parfois les limites du dialogue franco-allemand, les moyens d'en positiver les résultats au profit de l'objectif européen, et le déroulement de débats internes à la seule République fédérale. La vision que la RDA, ancrée dans le monde soviétique,

avait de sa place en Europe dépendait dans les années 1970 d'une part de sa propre politique d'ouverture économique à l'Ouest et d'autre part de l'obligation qu'elle avait de rendre des comptes à l'URSS. Cela est examiné ici par l'article d'U. Pfeil sur « l'eurocommunisme » : cette troisième voie, qui avait été envisagée notamment par le PCF, était rejetée par le SED, lequel entendait se démarquer du SPD par crainte du social-démocratie et de ses effets sur la question nationale allemande et restait attaché, comme le PCUS, à la doxa de l'internationalisme prolétarien.

Lors de la « Wende » qui a suivi l'ouverture du Mur le 9 novembre 1989, des projets européens ont été imaginés en RDA où, toutes options confondues, la vision de l'Europe avait deux priorités : la construction d'une maison commune et l'instauration de la paix. Hans Modrow, dans la proposition qu'il fit, le 17 novembre 1989, d'une confédération entre RFA et RDA, conservait le discours pacifiste tel qu'il avait été tenu en RDA du temps de la guerre froide. Ses arguments étaient destinés à légitimer la pérennisation d'un État est-allemand. H. Modrow y relayait par ailleurs les positions de Christa Luft, devenue dans son gouvernement ministre de l'économie : l'enjeu était d'obtenir le soutien économique de la RFA mais aussi celui de la CEE pour ne pas disparaître en tant qu'entité politique⁸. De leur côté, les opposants réformistes évoquaient également la perspective européenne : Le groupe Renouveau démocratique (*Demokratischer Aufbruch*, DA), constitué en octobre 1990, reprenait par exemple quasiment les mêmes termes au sujet de l'Europe : « édifier une maison européenne commune, assurer la paix en Europe et l'instauration d'un monde plus juste ».

En conclusion, ce dossier illustre dans quelle mesure l'indéniable engagement ouest-allemand dans la construction européenne a

8. Cf. « The network of FRG-GDR agreements and the future of Europe » écrit par C. Luft et publié en 1991 par A. D. Roffeld et W. Stützel dans *Germany and Europe in Transition* (Oxford, SIPRI, p. 9-19).

constitué sa bouée de sauvetage démocratique après le traumatisme nazi. Une fois le naufrage hitlérien accompli, la RFA est alors politiquement, économiquement et moralement affaiblie, sous tutelle militaire des vainqueurs. Vingt ans plus tard, elle affiche une santé économique éclatante et est redevenue une puissance respectable. Cette prospérité est due, non seulement à la formidable résilience du peuple allemand, mais aussi aux opportunités que lui offrait le Marché commun européen. La chute du Mur de Berlin, événement majeur, renforça l'Allemagne, désormais réunifiée au centre du continent. Dans l'Union européenne, Berlin donne le ton aux autres économies nationales. Pour y parvenir, il dut immoler le sacro-saint deutschemark sur l'autel d'un euro unique, désormais commun à d'autres pays européens. Au nom de ce sacrifice, Berlin prit bien soin de faire

respecter ses Tables de la loi ordo-libérales, au point d'apparaître parfois comme un « père Fouettard », insensible à la détresse des nations. La pandémie mondiale est venue ébranler les certitudes. En quelques semaines, le pays qu'on jugeait timoré face à ses responsabilités européennes a effectué une volte-face spectaculaire. Abandonnant son rôle de champion de l'épargne, il invite à présent ses partenaires à partager une dette commune. Les historiens évalueront le rôle de la France dans ce revirement. Et l'intérêt bien compris de l'Allemagne, aussi. Néanmoins, la décision d'Angela Merkel est un événement considérable qui permet de franchir un nouveau pas vers l'unité européenne.

– Françoise KNOPPER,
Xavier de RAULIN, Jérôme VAILLANT –